



## **Lettre d'information AIMEylan n°19 – janvier 2016**

Rassemblement citoyen de gauche, de l'écologie et du centre  
Groupe au conseil municipal de Meylan

### **Echec de la politique de sécurité municipale**

#### **Des actes criminels**

Nous dénonçons fermement les actes criminels d'incendies volontaires sur le gymnase des Buclos et la bibliothèque Mi-plaine survenus dans la nuit du 26 janvier. Ces deux équipements publics sont aujourd'hui fermés, ce qui entraîne la fermeture des services et des activités scolaires et associatives. Ce sont donc au final, les enfants et les adultes usagers de ces structures qui se trouvent pénalisés, mais aussi les employés municipaux, les salariés et les bénévoles des associations qui sont contraints à des contorsions pour continuer à travailler au service des Meylanais.

Sans compter que l'argent et l'énergie, nécessaires pour reconstruire ces équipements, ne pourront plus être investis sur l'amélioration des services aux Meylanais.

#### **Un changement de la politique de sécurité depuis 2014**

L'élection du nouveau maire en 2015 vient renforcer l'aspect répressif de la politique de sécurité à Meylan. Ainsi, symboliquement, lors de son premier conseil municipal, le maire a annoncé, sans aucune concertation, l'armement de la police municipale. Pourtant, il est connu qu'une politique de sécurité cohérente et efficace s'appuie sur deux pans indissociables : la prévention et la répression.

#### **Une répression renforcée**

A nos yeux, la politique de répression a connu des développements avec un discours politique fermé, la mise en place de la vidéo-surveillance, une police municipale d'abord plus musclée, puis maintenant armée. De ce fait, la sécurité abandonne peu à peu ses missions de proximité, de dialogue, de lien social, d'éducation et de présence auprès des habitants, sans oublier les plaintes récentes de Meylanais qui se sont sentis heurtés dans leur relation avec la police municipale.

#### **Une prévention abandonnée**

Dans le même temps, la politique de prévention est affaiblie. Le groupe de prévention du comité local de la sécurité et de la prévention de la délinquance (CLSPD) n'a pas été réuni depuis 2013. Ainsi la commune n'assure plus la coordination des acteurs de la prévention (commune, état, écoles, collèges et lycées, associations, unions de quartier). La convention municipale avec l'APASE (Association pour la Promotion de l'Action Socio-Educative) qui permettait l'action de deux médiateurs dans la commune, a pris fin sans prolongement.

## **La nécessité d'une politique équilibrée**

Ces incendies volontaires sont-ils le résultat de ce changement ? L'escalade entre la répression et la délinquance, sans aucune médiation pour amorcer le dialogue, peut conduire à la catastrophe. Il est toujours difficile de mesurer l'efficacité de la médiation et d'éducateurs spécialisés, prévention qui agit en amont, sans bruit et sans visibilité. Mais la violence des derniers événements est sans doute un indicateur de l'importance et de la nécessité de la prévention.

Aujourd'hui, la gendarmerie doit enquêter et arrêter les coupables, la justice doit condamner ces criminels qui, par leurs incendies volontaires, mettent en danger la vie des citoyens et détruisent le bien collectif. La commune doit sans délai reprendre son rôle de prévention qui participe à la sécurité de tous, son rôle de médiation qui permet de réduire les conflits et les violences dans notre ville.

Prévention et répression sont nécessaires pour prévenir de futurs actes criminels

**Prochain conseil municipal le lundi 8 février, 18h30.**

Nous porterons le sujet de la sécurité à l'ordre du jour.

Nous attendons les réponses à nos questions sur l'intégrité des élus.

---

N'oubliez pas de visiter notre site <http://aimeylan.fr>

Abonnez-vous à notre page facebook <https://www.facebook.com/AIMEylan>